



49813



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/ECA/ITF/IAT/WP.6/Rev.1
13 janvier 1983

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Groupe intergouvernemental
d'experts des ministères des finances et des
banques centrale

Addis Ababa, 4-7 octobre 1982

**DIRECTIVES POUR L'ETUDE DE FAISABILITE SUR LA CREATION D'UN
FONDS MONETAIRE AFRICAIN**

(telles qu'elles ont été adoptées par
le Groupe intergouvernemental d'experts
des ministères des finances et des
banques centrales à sa première réunion)

I. INTRODUCTION

Depuis le début des années 70, la plupart des économies africaines se sont heurtées à de graves difficultés économiques et financières, difficultés dues essentiellement à l'évolution défavorable de la situation économique internationale ainsi qu'à des facteurs contraires qui ont pesé sur la plupart des économies nationales africaines.

Les pays africains, notamment les pays non producteurs de pétrole, ont été sévèrement touchés par les effets de l'inflation élevée qui sévit dans les pays industrialisés à travers le renchérissement des biens manufacturés et du pétrole importé. En outre, en raison de la récession constante et de la faiblesse de la demande dans les pays industrialisés, on a assisté à une baisse des prix unitaires à l'exportation des produits de base. La contraction des recettes en devises provenant de l'exportation des produits de base a débouché sur de graves pénuries de devises et des difficultés de balance des paiements. La faiblesse des ressources et les problèmes d'ordre structurel que connaissent certains pays africains les ont rendus particulièrement vulnérables à cette conjoncture néfaste.

Outre le caractère défavorable des termes de l'échange des produits de base d'exportation, la production et l'offre réelle de produits d'exportation ont diminué dans nombre de pays africains, ce qui a eu pour résultat de faire diminuer encore des recettes en devises de ces pays. Par ailleurs, les pénuries et les insuffisances en matière de production alimentaire observées dans nombre de pays africains ont conduit à des importations massives de produits alimentaires et à l'affectation d'une part considérable des réserves en devises limitées aux importations de denrées alimentaires.

Le flux de l'aide publique au développement n'a pas réussi, insuffisant qu'il était, à atténuer les difficultés financières des pays. Ce flux d'aide, en direction des pays africains en particulier a plus ou moins stagné au cours de ces dernières années.

Le concours que le Fonds monétaire international (FMI) a apporté aux pays africains pour leur permettre de résoudre leurs difficultés de balance des paiements a également été limité. La prétendue réforme du système monétaire international adoptée à la suite de la faillite du système de Bretton Woods en août 1971 a laissé quasiment intacts les problèmes économiques des pays en développement, des pays africains notamment. En conséquence, en recourant aux facilités du FMI, les pays africains membres se sont presque exclusivement concentrés sur celles qui sont assorties de conditions relativement libérales telles que la tranche de réserve et la première tranche de crédit. Bien que le FMI ait récemment apporté quelques améliorations aux conditions qu'il impose, notamment en réexaminant les directives les régissant, en portant la période de rachat au titre de la facilité élargie du Fonds du huit à dix ans et en créant d'autres facilités spéciales telles que la facilité de financement supplémentaire et le fonds fiduciaire temporaire ^{1/} afin de prêter un concours aux pays membres en développement, le moins que l'on puisse dire est que ces mesures n'ont pas eu l'incidence voulue.

^{1/} Le Fonds fiduciaire a été supprimé le 30 avril 1981.

II. OBJECTIFS ET ATTRIBUTIONS DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN ENVISAGE

Le fonds monétaire africain aurait pour principal objectif de renforcer le développement socio-économique des Etats membres en encourageant la coopération financière et monétaire ainsi que l'intégration de ces Etats. Cela pourrait se réaliser non seulement par la fourniture d'une assistance financière au titre de la balance des paiements des pays, mais également par le biais d'autres formes de coopération monétaire et financière. Les objectifs et attributions généraux de ce fonds pourraient être les suivants :

A. Objectifs

- i) aider les Etats membres en mettant à leur dispositions des ressources financières destinées à résorber les déficits des comptes courants et les aider à procéder aux ajustements structurels nécessaires dans leur économie en vue d'améliorer la situation de leur balance des paiements;
- ii) promouvoir la libéralisation des échanges et oeuvrer à l'élimination ultérieure des restrictions au niveau des pays membres, parmi les pays de la région, et faciliter le regroupement de l'ensemble des accords sous-régionaux de compensation et de paiements en une union africaine de compensation et de paiements qui pourrait constituer une section du fonds monétaire africain;
- iii) promouvoir la libre convertibilité des monnaies nationales;
- iv) encourager l'utilisation des monnaies nationales pour le règlement des échanges commerciaux intra-africains et des autres opérations de compte courant intra-africaines;
- v) constituer un mécanisme qui permette d'harmoniser les politiques des pays africains en matière de taux de change et d'adopter un régime de taux de change approprié susceptible de stabiliser des taux de change pratiqués par les Etats membres;
- vi) aider à l'harmonisation des réglementations et des pratiques de contrôle des changes des divers Etats membres et de celles des Etats membres par rapport au reste du monde;
- vii) encourager l'institution de marchés financiers en Afrique;
- viii) encourager la coopération en matière de politiques monétaires entre les pays africains;
- ix) oeuvrer à la conception, puis à la création d'une monnaie africaine économique;
- x) aider à garantir des prêts aux Etats membres à des conditions et selon des modalités convenues, sous réserve que ces fonds soient utilisés à des fins de balance de paiements.

III. MEMBRES

La qualité de membre du fonds monétaire africain dont la création est envisagée devrait être réservée aux pays africains. Tous les pays africains membres de la Banque africaine de développement (BAD) devraient être encouragés à participer au fonds.

IV. RESSOURCES DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN (FMA)

A. Ressources financières

Les ressources du fonds dont la création est envisagée seraient constituées par le capital social autorisé, les emprunts que le Fonds contracte et les recettes qu'il tire de ses opérations. Ces fonds constitueraient les ressources ordinaires du fonds.

Le capital autorisé, dont le niveau serait déterminé par l'étude technique, serait souscrit par les Etats membres du fonds. Une partie de la souscription des membres au capital social du fonds pourrait être versée en monnaie nationale et l'autre en monnaie convertible. Pour déterminer le pourcentage de la souscription des pays africains membres, qui serait versée en monnaie nationale, il faudra prendre en considération les facteurs ci-après :

1. L'incidence des accords de compensation et de paiements sous-régionaux et régionaux en vigueur et à venir dans la région sur le montant en monnaie nationale à affecter au fonds monétaire africain envisagé;
2. Les pays membres qui accusent des déficits constants de la balance des paiements vis-à-vis d'autres pays membres pourraient éprouver des difficultés à acquérir des monnaies nationales pour rembourser ou racheter les monnaies nationales empruntées ou tirées du fonds. Dans ces conditions les pays qui connaissent des déficits pourraient être contraints de rembourser en toute monnaie convertible qu'ils détiendraient. Il faudra vraisemblablement introduire un certain nombre de politique, le cas échéant, afin de procéder aux réajustements structurels nécessaires dans l'économie du pays en question et de corriger les déséquilibres au niveau des paiements;
3. La création d'un système approprié qui permette aux pays membres d'acquérir des monnaies nationales du fonds et de lui en rembourser, c'est-à-dire un système d'achat et de rachat de monnaies nationales. Cela se justifie par le fait que le système d'achat et de rachat actuel du FMI ne peut pas s'appliquer à cette situation particulière, d'où la nécessité d'introduire un système différent;
4. Il y aura vraisemblablement demande de monnaies convertibles si le fonds monétaire africain doit contribuer au financement des déficits globaux de balance des paiements de ses membres. Cela impliquerait qu'un pourcentage adéquat des souscriptions versées par les membres soit versé en monnaie convertible afin d'aider à financer la composante en devises étrangères des déficits qu'accuse la balance des paiements des pays membres. En outre, puisque les contributions des Etats membres

B. Fixation des quotes-parts

Ainsi qu'il est déclaré dans la section III des présentes directives, la qualité de membre du FMA serait restreinte aux Etats africains, qui devront par conséquent souscrire l'ensemble du capital social autorisé du fonds. L'étude devra envisager un certain nombre de modes de fixation de la souscription à verser par les membres tels que la fixation de quotes-parts égales, progressives et proportionnelles et recommander celle qu'elle jugera plus appropriée pour déterminer la part des souscriptions au capital social du fonds à verser par chaque membre. Divers indicateurs économiques tels le PIB, le revenu du PIB par habitant, les exportations, la population, les réserves en devises, la situation de la balance des paiements, le rapport de la dette au service de la dette, etc., pourraient servir à déterminer la situation économique des pays membres en vue de la fixation de leur quote-part.

Une fixation des quotes-parts reposant sur un barème unique voudrait dire que tous les pays souscrivent la même part au capital social du fonds compte non tenu de leur situation économique parmi les pays membres. Dans le cas d'un barème progressif, plus la situation économique relative d'un pays membre donné vis-à-vis des autres est stable, plus le taux de la souscription de ce pays sera élevé, alors que dans le cas d'un barème proportionnel, la souscription à verser par chaque Etat membre sera fonction de sa situation économique relative. Les modes progressifs et proportionnels de fixation de quotes-parts pourraient être modifiés, s'il y a lieu, pour atténuer les déséquilibres ou éliminer les conséquences extrêmes dans des cas particuliers. Cela pourrait se faire par la fixation d'un minimum et d'un maximum pour les montants que les membres devront souscrire au capital social du fonds.

V. DROIT DE VOTE

D'une manière générale, le droit de vote est envisagé sous deux angles. Premièrement, sur la base du principe "un pays une voix" et deuxièmement, en proportion de la souscription ou de la quote-part des membres, à l'exemple du système adopté par le FMI. Récemment, cependant, on a mis au point une solution conciliant ces deux principes. Le système de vote de la BAD, qui se situe plus ou moins à mi-chemin entre les deux méthodes susmentionnées, en est un exemple.

VI. L'UTILISATION DES RESSOURCES DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN

Si l'on considère que les ressources du fonds serviront à contribuer au financement des déséquilibres de la balance des paiements des pays africains membres, les dispositions ci-après pourraient être adoptées :

1. Des facilités ordinaires à fournir par le fonds monétaire africain

Il pourrait s'agir des facilités suivantes :

- i) Des crédits à court terme dont l'échéance pourrait aller de un à trois ans et destiné au financement des déficits de la balance des paiements découlant, par exemple, de manques à gagner sur les recettes

ii) Rémunération versée au titre des positions de crédit des membres

Il est proposé que soit prévu le versement d'intérêts par le fonds monétaire africain au titre de la position de crédit des membres au sein de ce fonds. Tout membre pourrait acquérir une position créditrice au sein du fonds si, à la suite d'achats de sa monnaie nationale par d'autres membres, la monnaie en question tombe à un niveau inférieur à celui fixé pour sa quote-part par le fonds. Cela serait également le cas si le FMA invitait un membre jouissant d'une situation de balance des paiements solide à accorder un crédit dans une monnaie convertible quelconque aux autres pays membres par le biais du FMA. Le pays membre créateur se verrait automatiquement accorder une position créditrice au sein du FMA à condition qu'il n'ait pas déjà effectué des tirages sur sa tranche de réserve au sein du fonds. A cet égard, il faudra également déterminer la charge appropriée ainsi que le taux de rémunération.

4. Conditionalités

Les conditionalités dont le futur fonds monétaire africain assortira ses prestations devront vraisemblablement tenir compte du caractère structurel des difficultés de balance des paiements des pays africains, dans une mesure qu'il faudra déterminer. Le fonds pourrait ainsi être en mesure de pourvoir aux besoins particuliers de ses membres. Il faudra néanmoins lier l'octroi de prêts par le FMA aux souscriptions des membres. Les tirages effectués sur les ressources du FMA pourraient être divisés en un certain nombre de tranches assorties d'une série de conditionalités appropriées. Le pourcentage des quotes-parts versées en monnaie convertible par les membres et tous crédits mis à la disposition du FMA en monnaie convertible **pourraient** constituer la base d'une tranche automatique de droits de tirage accordés aux pays membres.

Les tirages autres que ceux effectués au titre de la tranche de réserve pourraient reposer sur les tranches de crédit qui pourraient être divisées en quatre portions égales. Les tirages effectués au titre de la première tranche de crédit pourraient être assortis de conditionalités appropriées. Les conditionalités pourraient être rendues plus strictes à mesure qu'un membre effectue des tirages supplémentaires au titre de tranches de crédit plus importants. Il faudra ainsi déterminer les conditionalités adéquates, les paramètres économiques connexes ou les mesures consécutives à recommander dans des cas particuliers.

VII. TAUX DE CHANGE

i) Obligations des membres concernant les accords de change

Dans le contexte du régime de change actuel dans lequel l'ensemble des principales monnaies flottent, la monnaie de certains pays africains est liée à certaines de ces monnaies fortes telles que le dollar américain, la livre sterling et le franc français, certaines autres sont liées aux DTS. Un autre groupe est associé à différents paniers de monnaies alors que les taux de change de certains autres sont fixés périodiquement sur la base d'un certain nombre d'indicateurs économiques et sont, par conséquent, dans une situation de flottement indépendant. Dans ces

PROFILS D'INSTITUTIONS DE CREDIT SIMILAIRES DANS D'AUTRES REGIONS
EN DEVELOPPEMENT

1. Le Fonds monétaire arabe (FMA)

L'accord portant création du Fonds monétaire arabe a été conclu en avril 1978. Il est entré en vigueur en décembre de la même année et le Fonds a commencé de fonctionner en 1977.

Le Fonds a pour objectif d'aider à corriger les déséquilibres des paiements entre les pays membres par le biais de :

- i) l'extension des prêts à court et à moyen terme au financement des déficits de la balance des paiements;
- ii) la coordination des politiques monétaires appliquées par les pays membres;
- iii) la libéralisation et la promotion des échanges et des paiements ainsi que l'encouragement à des dépenses d'équipement.

Types de facilités offertes

Le Fonds monétaire arabe fournit quatre types de crédit à ses pays membres. Il s'agit :

- i) "des prêts automatiques" pouvant atteindre 75 p. 100 de la quote-part de chaque pays et destinés à éponger des déficits courants;
- ii) "des prêts normaux" accordés généralement pour une période pouvant aller d'un à trois ans et destinés à résorber les déficits de la balance des paiements;
- iii) "des prêts élargis" accordés au titre des déficits résultant de facteurs économiques d'ordre structurel dont la résorption exigerait beaucoup de temps;
- iv) "des prêts compensatoires" accordés d'ordinaire pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans lorsque les déficits résultant de facteurs externes imprévus tels que les mauvaises récoltes.

Capital autorisé

Le capital autorisé pour le Fonds monétaire arabe en septembre 1979 s'élevait à 900 millions de dollars, le capital libéré à 483,4 millions de dollars. Le capital autorisé est passé à 1,2 milliard de dollars en septembre 1981.

- ii) des prêts dont l'échéance peut aller jusqu'à cinq ans au titre du financement des pertes de recettes tels que celles liées aux mauvaises récoltes et aux catastrophes naturelles;
- iii) des prêts dont l'échéance peut aller jusqu'à huit ans en vue de procéder à des ajustements structurels en cas de déficits constants de la balance des paiements.

Les ressources du Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale

En décembre 1979, les ressources du Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale se chiffraient à 159,2 millions de dollars, dont 62,8 millions correspondaient à ses propres ressources et 96,4 millions à des lignes de crédit international. Ainsi, 40 p. 100 des ressources du Fonds étaient constituées des contributions versées par les Etats membres et 60 p. 100 d'emprunts extérieurs.

Pays membres

Le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale regroupe cinq pays membres, à savoir le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, et le Nicaragua.